
LA POLITIQUE FRANÇAISE PENDANT LA CRISE DE SHKODËR (1912–1913)*

Résumé

Dans cet article, nous examinons le déroulement et les conséquences de la crise de Shkodër du point de vue de l'Etat français. La France s'était ingérée plus qu'elle ne le souhaitait dans cette crise de la Première guerre balkanique – à son sommet (avril–mai 1913), elle était la mandataire de la Russie dans le blocage maritime de la côte monténégrine. Dans cet ouvrage, nous tendons à présenter progressivement le dénouement de la crise et les changements qu'a traversés la politique française dans sa volonté de résoudre la crise par la voie pacifique. Pour les besoins de cet article, nous nous sommes servis de la documentation disponible aux Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères à Paris, où nous avons surtout utilisé les documents du fonds personnel de Paul Cambon, ambassadeur à Londres, de Léon Krajewski, consul à Shkodër et des documents de la Conférence d'ambassadeurs. Les sources d'origine française ont été complétées par des documents provenant des Archives de Serbie et des Archives de l'Académie serbe des sciences

* Cet ouvrage fait partie des résultats du projet de l'Institut de l'histoire :L'Europe et les Serbes (1804–1918): incitations et enjeux du mouvement moderniste européen“ (177031), jouissant du soutien financier du Ministère de l'Education, de la science et du développement technologique.

et des arts à Belgrade, des documents publiés, de la littérature et des périodiques.

Mots-clés: *Crise de Shkodër, Première guerre balkanique, Monténégro, France, roi Nikola, Paul Cambon, Raymond Poincaré.*

La politique française par rapport à la Première guerre balkanique

En tant qu'alliée de la Russie, la France savait dès le début que la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro avaient conclu, pendant le printemps de 1912, des alliances entre elles, dont les clauses étaient dirigées contre l'Empire ottoman.¹ Dans la situation politique générale, tendue en raison de la guerre turco-italienne, la dernière chose que souhaitait la France était une nouvelle guerre dans l'Est. Depuis le moment où elle apprit l'existence de l'Alliance Balkanique, en avril, jusqu'au début de la guerre en octobre 1912, la France investit des efforts diplomatiques très importants pour empêcher le déclenchement de la guerre. L'idée du Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Raymond Poincaré consistait en l'organisation d'une conférence internationale, lors de laquelle les grandes puissances adopteraient un paquet de mesures, visant à améliorer la situation des chrétiens dans l'Empire ottoman, pour enlever ainsi aux pays des Balkans l'argument permettant de déclencher la guerre. Cependant, la proposition de Poincaré relative à la conférence ne fut pas approuvée par les autres grandes puissances, qui la rejetèrent comme précocité. Lorsque la guerre éclata début octobre et happa soudainement les Balkans entiers – depuis la frontière avec l'Autriche-Hongrie à l'Ouest jusqu'aux murailles de Constantinople à l'Est, les grandes puissances furent mises devant un fait accompli. Incapables de forcer les parties belligérantes à interrompre les conflits armés, elles essayaient, avec tous les moyens dont elles disposaient, d'empêcher l'extension de la guerre

¹ Biljana Stojić, «Saznanja velikih sila o stvaranju Balkanskog saveza», *Istorijski časopis* (IČ), LXV (2016), pp. 385–402.

au reste de l'Europe.² Le manque de préparation des grandes puissances pour un conflit global fut la raison essentielle pour laquelle les guerres balkaniques ne servirent pas de motif pour l'éclatement de la Première guerre mondiale.

Les deux facteurs les plus déterminants pour la politique de la France dans les guerres balkaniques furent le rapport que son alliée la Russie entretenait avec ces guerres, alors que cette dernière était le sponsor de la création de la Ligue balkanique, et la position qu'adopterait l'Autriche-Hongrie, en tant que deuxième puissance la plus intéressée par les Balkans.³

Poincaré ne souhaitait pas mener la politique de Clémenceau et de Pichon de l'époque de la Crise d'annexion, lorsque la France tourna le dos à son allié, l'argumentant par le manque d'intérêt pour s'ingérer directement dans les affaires des Balkans. Cette position fit une fissure dans l'alliance à partir de l'an 1909.⁴ Poincaré prit la position que la France avait le devoir d'être la médiatrice entre les deux blocs des grandes puissances. Il a clairement fait savoir à Sergey Sazonov, ministre russe des Affaires étrangères, que la France apporterait son soutien diplomatique à la Russie, mais qu'elle ne la suivra pas sur la route vers la guerre. La différence importante par rapport à la période de la Crise d'annexion reposait dans le fait que Sazonov n'était pas doté du caractère ambitieux et intrigant de son prédécesseur Alexander Iswolsky et la conception de l'importance de l'alliance franco-russe de Poincaré était différente par rapport à celle de Clémenceau.⁵

² Archives des Ministère des affaires étrangères (AMAE), Nouvelle série 1896–1914(NS), su-série Turquie, doss. 239, № 11, Saint-Pétersbourg, le 16 octobre 1912 ; AMAE, NS, Turquie, doss. 247, № 138–154, Londres, le 29 novembre 1912.

³ Biljana Stojić, Giordano Merlicco, "Italy and France in the Austro-Serbian Crisis of July 1914", in: *The First World War: Analysis and Interpretation*, Volume 2, (Eds.) Antonello Biagini and Giovanna Motta, Cambridge Scholars Publishing, 2015, pp. 285-299.

⁴ Biljana Stojić, *Francuska i balkanski ratovi (1912–1913)*, Istorijски institut, Beograd 2017, pp. 37–38.

⁵ Maurice Paléologue, *Au Quai d'Orsay à la veille de la tourmente. Journal 1913–1914 (1er Janvier 1913–28 Juin 1914)*, Plon, Paris 1947, 86–87; Международные отношения в эпоху империализма (МО). Документы из архивов царского и временного правительства 1878–1917. Серия вторая

A la différence de la Russie, dont elle pouvait influencer la politique, l'Autriche-Hongrie s'est retrouvée dans le camp des puissances opposées. Depuis 1878, lorsqu'elle obtint l'administration de la Bosnie-Herzégovine, elle prétendait intervenir toutes les questions des Balkans. Les Balkans devinrent le polygone principal de la politique étrangère austro-hongroise. L'Albanie était le fief principal de la politique autrichienne en dehors de ses frontières. L'Autriche-Hongrie considérait les Albanais, en tant que peuple non slave, comme une "sphère d'influence naturelle" et un contre-poids à l'influence des Slaves des Balkans, sous la protection de l'Empire russe. Profitant de l'affaiblissement constant du pouvoir central ottoman, l'Autriche-Hongrie et l'Italie augmentaient proportionnellement leur influence. Les ministres des Affaires étrangères, le comte Agenor Goluchowski et le marquis Emilio Visconti-Venosta conclurent, en 1896, un traité (ratifié en 1900/01), portant sur le partage des sphères d'intérêt en Albanie. D'après ce traité, la partie côtière serait la sphère d'intérêt italienne et la partie continentale la sphère austro-hongroise.⁶

Début de la crise de Shkodër

Le Monténégro fut le premier des quatre membres de la Ligue balkanique à entrer en guerre contre l'Empire ottoman, le 8 octobre 1912. En commentant cette nouvelle, Raymond Recouly, journaliste du *Figaro*, écrit: «La coïncidence n'est point effet du hasard. Il s'agit de mettre l'Europe en présence du fait accompli; une fois de plus, comme en 1896, c'est la Tchernagore qui prend l'initiative des hostilités. Un palais qui a l'air d'une villa, un hôtel,

1900–1913, части II (14августа – октября 1912 г), Москва; Ленинград : Государственное социально-экономическое издательство, 1940 г, № 489, Докладная записка министру иностранных дел Николаю II, 17/4 августа 19г, pp. 29–35.

⁶ *The secret treaties of Austria-Hungary 1879–1914*, A. F. Pribram, *Austro-Italian Agreement concerning Albania 1900*, Oxford University Press 1920, № 19, 196–201; Ferdo Šišić, «Predratna politika Italije i postanak Londonskog pakta (1870–1915)», *Pomorska biblioteka Jadranske straže*, kolo 1, Split, 1933, p. 44.

une rue et voilà le tout Cettigné, la capitale de ce royaume qui n'a guère plus d'habitants qu'un de nos arrondissements».⁷

L'armée monténégrine guida la guerre dans trois directions: vers le nord et le sandjak de Novi Pazar, vers le nord-est dans la Metochie et la troisième direction, principale, visait la forteresse de Shkodër à la frontière sud-est du Monténégro avec l'Empire ottoman. Immédiatement après la proclamation de guerre, le roi Nikola déploya ses troupes sur les versants de la montagne Rumi-ja. Le champ de bataille autour de Shkodër était divisé en quatre secteurs. Le point-clé fut la butte Tarabosh à 500 mètres d'altitude, entourée de trois côtés. La chute de Tarabosh marquerait aussi la chute de la ville.⁸

Le roi Nikola souhaitait conquérir Shkodër depuis longtemps. Les avantages principaux de Shkodër par rapport au pauvre Monténégro étaient évidents. Le lac de Shkodër était riche en poisson et autour du lac se trouvaient des terrains fertiles. Il ne faut pas négliger non plus le facteur de prestige dont se doterait le petit Monténégro par la conquête de la ville qui était le centre du vilayet éponyme. Cependant, c'est dans ce même fait que reposait l'obstacle principal pour la conquête de la ville. Shkodër fut bien établie, avec une garnison bien armée, approvisionnée en denrées et par la suite préparée pour supporter un long siège.⁹ Le roi Nikola ne se laissa pas troubler par le manque d'expérience du Monténégro dans la guerre de siège, le manque d'artillerie et d'effectifs et, à la fin, par le fait que la population majoritaire de la ville appartenait à l'ethnie albanaise, de confession musulmane et catholique.¹⁰ L'at-

⁷ Raymond Recouly, «Dans les Balkans – La Guerre», *Le Figaro*, N° 283, le 9 octobre 1912, 1; Archives de Serbie (AS), Ministère des Affaires étrangères – Bureau de presse (1903–1918), fas. N° 7, octobre-décembre 1912, revue de presse pour 1/14 Octobre 1912.

⁸ Dimitrije Vujović, «Francuski vojni ataše, pukovnik Furnije, o operacijama oko Skadra 1912. i 1913. godine», *Oblasti Stare Raške krajem XIX i početkom XX veka*, P. Vlahović S. Gojković, Ustanova za kulturu i obrazovanje Dom revolucije, Prijepolje, 1994, pp. 267–302.

⁹ *Ilustrovana istorija Balkanskog rata 1912–1913*. II knjiga, Dušan Slavić, Književni odbor Beograd, 1913, 13.

¹⁰ Pendant que la crise battait son plein, en avril 1913, dans le siège de Shkodër participaient 45.000 soldats au total (28.000 monténégrins et 17.000 serbes du

taché militaire français pour le Monténégro, la Serbie et la Roumanie, Pierre-Victor Fournier observait le siège de Shkodër en mars 1913 et nota que le Monténégro ne serait pas capable de conquérir Shkodër même s'il disposait de deux fois plus de temps que les cinq mois que durait déjà le siège.¹¹ Le général de l'Armée serbe, Petar Bojovic, en vint à la même conclusion, avant de reprendre le commandement conjoint du siège en février 1913.¹²

La question de Shkodër, ensemble avec les autres problèmes découlant de la Première guerre balkanique, figura sur l'ordre du jour de deux conférences de paix à Londres.¹³ Le 18 décembre, premier jour de la session, le secrétaire du Foreign Office, lord Edward Gray dit au délégué monténégrin, Lazar Mijuskovic, que "Shkodër est une grenade et je ne veux pas qu'elle explose", ce qui signifiait que la question de Shkodër devait être résolue rapidement, pour le bien-être général et primordialement du Monténégro.¹⁴

Tout comme pour la demande de la Serbie d'obtenir la sortie sur la Mer adriatique, dans le cas de Shkodër l'Autriche-Hongrie et la Russie prirent des positions de tête opposées. Au début même des négociations de paix, l'Autriche-Hongrie prit une position rigide indiquant que Shkodër devait intégrer l'Etat albanais

Corps maritime), tandis que la garnison de Shkodër comptait 26.000 soldats. Le Corps maritime fut formé le 8 février des Troupes maritimes réorganisées sous le commandement du colonel Damjan Popovic. Le Corps fut sous le commandement du général Petar Bojovic, Milić Milićević, *Rat za more*, Medija centar Odbrana, 2011, pp. 216–218, p. 250.

¹¹ AMAE, NS, Turquie, doss. 439, Missions militaires française, № 138, Belgrade, le 19 février 1913; D. Vujović, „Francuski vojni ataše, pukovnik Furnije, o operacijama oko Skadra 1912. i 1913. godine“, pp. 267–302.

¹² M. Milićević, *ibid.*, p. 250.

¹³ La première conférence était composée par les délégués des pays des Balkans et de l'Empire ottoman. Ils siégeaient au palais Saint James. Leur compétence comprenait les conditions pour la paix et le partage du territoire. Les grandes puissances furent représentées par les ambassadeurs accrédités en Grande Bretagne: Paul Cambon (France), Alexander Beckendorff (Russie), marquis-Guillermo Imperiali (Italie), comte Albert von Mensdorff (Autriche-Hongrie) et prince Karl Max Lichnowsky (Allemagne). Ils se réunissaient dans les locaux de Foreign Office dans la matinée, à l'heure du thé. La question de Shkodër et de la frontière d'Albanie relevait, entre autres, de leurs compétences.

¹⁴ Pavle Popovitch, *Le Monténégro et la Question de Scutari*, Édition Atar, Genève 1918, p. 11.

et elle n'y renonça point jusqu'à la fin de la session.¹⁵ Le comte Mensdorff et Balplatz insistèrent notamment sur le fait que les Albanais au nord considéraient Shkodër comme leur capitale et que l'Autriche-Hongrie, en tant que protectrice principale des catholiques albanais, qualifiait d'inadmissible que «la population majoritaire catholique de Shkodër rejoigne un Etat orthodoxe dans lequel ses droits ne seraient pas protégés».¹⁶ La Russie adopta la position d'avocat du Monténégro. Pendant les mois de négociations, le comte Beckendorff essaya par tous les moyens d'obtenir le soutien des autres ambassadeurs. Il invoquait le plus souvent les raisons économiques mais il essaya aussi de jouer la carte de la sentimentalité, indiquant que Shkodër devait appartenir au Monténégro en vue de la préservation de la dynastie monténégrine.¹⁷ Lord Gray tentait d'assurer la médiation entre les ambassadeurs russe et autrichien mais il comprit, début janvier 1913, qu'il n'existait aucun argument qui pouvait changer la position rigide de l'Autriche-Hongrie relative à Shkodër, ce qui fut confirmé ensuite par l'escalade et l'issue de la crise.¹⁸

Les négociations à Londres furent interrompues en janvier et la guerre continua début février. La suite de la guerre contribua à l'aggravation de la situation générale à Shkodër, dont faisait état en détail le consul Léon Krajewsky, qui resta en ville pendant le siège. Déterminé à conquérir la ville, le Monténégro ferma complètement les voies d'accès vers Shkodër depuis deux directions terrestres. La situation sanitaire et hygiénique devint immédiatement alarmante. Les maladies infectieuses se propageaient parmi la population civile qui payait le plus lourd tribut au siège. Pour les besoins d'hébergement des blessés et des malades, le Konak de la

¹⁵ AMAE, NS, Turquie, doss. 243, №163–164, Scutarid'Albanie, le 8 novembre 1912.

¹⁶ *British documents on the origins of the war: 1898–1914. Vol. 9, The Balkan Wars. Part 2, The League and Turkey*, G. P. Gooch and Harold Temperley, His Majesty's Stationery Office, London, 1934, № 464, Foreign Office, January 7, 1913, p. 371.

¹⁷ AMAE, NS, Turquie, doss. 294, № 32–38, Londres, le 22 janvier 1913.

¹⁸ AMAE, NS, Turquie, doss. 439, Missions militaires française, № 138, Belgrade, le 19 février 1913. 19 AMAE, NS, Turquie, doss. 263, MFPO8628, №222–223, Scutarid' Albanie, le 1er avril 1913.

ville fut transformé en hôpital. Tous les bâtiments scolaires furent mis à disposition des missions médicales de la Croix rouge britannique, autrichienne et autres. Leur aide fut capitale parce que l'aide du Croissant rouge ne parvenait pas jusqu'à la ville.¹⁹

Le coup de force des Jeunes-Turcs à Constantinople se refléta autant sur la situation à Shkodër. Le mécontentement culmina le 30 janvier 1913 par l'attentat contre le commandant de la défense de la ville, Hasan Riza Pasha.²⁰ Le lieutenant-colonel Fournier douta que le meurtre fût commandité par le commandant de garnison Essad Pasha Toptani, en raison d'un désaccord entre eux. Après la mort de Riza Pasha, Essad Pasha prit le contrôle total de Shkodër, ce qui, selon Fournier, «ouvrait une nouvelle perspective à ses propres ambitions».²¹

Les grandes puissances persuadèrent les délégués des pays belligérants de revenir à la table de négociations au mois de mars. C'était un signe que la fin de la guerre s'approchait, mais le Monténégro n'avait toujours pas réalisé son objectif de guerre principal. Déterminé à conquérir la ville à tout prix, il demanda en janvier l'aide de la Serbie, qui arriva début février. Sous le commandement du général Bojovic, à partir de mars commença une nouvelle tactique de siège. A la place des bombardements des positions militaires, effectués jusqu'à présent, on commença avec le bombardement au hasard de tous les quartiers de la ville, y compris ceux où se trouvaient des représentants diplomatiques.²² L'agressivité et l'obstination du Monténégro à conquérir Shkodër, usant de tous les moyens disponibles, a eu pour conséquence la prise de distance entre lui et ses pays amis tels que la Russie, l'Italie et la France. Jusqu'au mois de mars, la Russie, bien qu'elle fût la protectrice la

¹⁹ AMAE, NS, Turquie, doss. 263, MFPO8628, №222–223, Scutarid'Albanie, le 1er avril 1913.

²⁰ AMAE, NS, Turquie, doss. 255, MF, PO8620, №215–216, Scutarid'Albanie, le 31 janvier 1913; „Übistvo Hasan Rize“, Pijemont, №114, 25. april/8. maj 1913.

²¹ Dimitrije Vujović, «Francuski vojni ataše, pukovnik Furnije, o operacijama oko Skadra 1912. i 1913. godine», 267–302; AMAE, NS, Turquie, doss. 259, MF PO 8624, № 145–147, Scutari d'Albanie, le 5 mars 1913; Arhiv Srbije (AS), lični fond Stojana Novakovića, SN– 253, Cettigné, le 25 mars 1913.

²² AMAE, NS, Turquie, doss. 263, MFPO8628, № 222–223, Scutarid'Albanie, le 1er avril 1913.

plus constante, faisait des concessions en vue de l'établissement d'une paix générale.²³ Le député russe à Cetinje, Alexandre de Giers suggérait au Monténégro de renoncer à Shkodër, parce qu'il n'y avait pas de perspective qu'il l'obtienne.²⁴

Le destin de Shkodër fut définitivement décidé à la séance de la Conférence des ambassadeurs le 22 mars. Le comte Mensdorff proposa une solution de compromis – que Djakovica reste en dehors des frontières de l'Albanie, à la condition que Shkodër soit dans le cadre des limites.²⁵ Le Monténégro n'avait aucune puissance de son côté, même le représentant russe Beckendorff avait voté pour la proposition austro-hongroise. Le Monténégro perdait le soutien non pas seulement de la Russie officielle, mais aussi "panslaviste", à qui il faisait le plus confiance. Le tzar Nicolaï II affaiblissait lui-aussi son soutien aux Slaves des Balkans, révolté par les tentatives permanentes d'impliquer la Russie dans leurs "petites altercations", comme il les appelait.²⁶ Seule la Serbie resta du côté du Monténégro, mais pas au prix de la guerre contre l'Autriche-Hongrie.²⁷

La décision des ambassadeurs du 22 mars contribua à l'augmentation des intolérances au sein de la famille royale et du gouvernement monténégrin. Le mécontentement s'est accru suite à l'arrivée des informations sur la chute d'Ioannina le 6 et d'Edirne le 26 mars. Shkodër resta l'unique forteresse sous l'autorité des Turcs dans les Balkans tout entiers.²⁸

²³ AMAE, NS, Turquie, doss. 260, MF PO 8625, № 192–193, Scutari d'Albanie, AMAE, NS, Turquie, doss. 294, № 68–69, Londres, le 11 février 1913.

²⁴ Mitar Martinović, *Ratne godine 1912–1916*, Službeni list SRJ; Slovo, Beograd–Kraljevo 1996, 68.

²⁵ Arhiv Srpske akademija nauka i umetnosti (ASANU), Zaostavština Nikole Pašića, br. 11611, J. Jovanović–N. Pašić, Beograd, 23. februar/8. mart 1913.

²⁶ Andrew Rossos, *Russia and the Balkans (1909–1914)*, An Arbor: University Microfilms, Stanford University 1971 (manuscript PhD thesis), p. 359.

²⁷ AMAE, NS, Turquie, doss. 261, MF PO 8626, № 79, Sofia, le 17 mars 1913.

²⁸ Andrija P. Jovičević, *Dnevnik iz balkanskih ratova*, Službeni list SRJ ; Slovo, Beograd–Kraljevo, 1996, p. 83; AMAE, NS, Turquie, doss. 263, MF PO 8628, № 37–39, Cettigné, le 29 mars 1913.

Démonstration de pouvoir des grandes puissances et culmination de la crise

Déterminées à forcer le Monténégro à interrompre le siège, les grandes puissances conseillèrent d'abord aux crédeurs du Monténégro, l'Italie et la Russie, de ne plus accorder de prêts, se qui revenait à soutenir financièrement une guerre vaine.²⁹ La pression économique fut accompagnée d'une proposition encore plus radicale. Craignant que l'Autriche-Hongrie perde patience et qu'elle attaque seule le Monténégro, l'Ambassade russe à Londres avança l'idée d'une démonstration de force commune par les grandes puissances dans les eaux monténégrines.³⁰ La crainte que la Russie avait face aux démarches de l'Autriche-Hongrie n'était pas sans fondements. Lors d'un conseil interne entre le comte Leopold Berchtold et le chef de l'Etat-major, le général Conrad von Hötzendorf, vers la mi-mars, les interlocuteurs parvinrent à un accord de principe pour entreprendre, contre le Monténégro, une démonstration maritime et un blocage pacifique de la côte monténégrine. Si ces mesures n'apportaient pas les résultats souhaités, il faudrait alors procéder à l'invasion terrestre non seulement du Monténégro mais aussi de la Serbie, qui lui apportait l'aide.³¹ Les navires austro-hongrois quittèrent le port du Pula le 23 mars, se dirigeant vers la côte monténégrine. Le départ des navires fut accompagné par un ultimatum, remis par l'émissaire à Cetinje, Wladimir Giesl von Gieslingen. C'était le début de la phase culminante de la crise de Shkodër.³²

Afin d'empêcher l'invasion réalisée par la seule l'Autriche-Hongrie, la Russie était d'avis que la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie prennent part à cette démonstration, pour la faire

²⁹ AMAE, NS, Turquie, doss. 263, MF PO 8628, № 129, Londres, le 31 mars 1913.

³⁰ AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 18, Berlin, le 2 avril 1913.

³¹ Ernst Christian Helmreich, *The diplomacy of the Balkan Wars (1912–1913)*, Harvard University Press; H. Milford, Cambridge–London 1938, p. 296; Graydon A. Tunstall Jr., *Planning for war against Russia and Serbia: Austro-Hungarian and German military strategies (1871–1914)*, Social Science Monographs, Colorado 1993, pp. 127–128.

³² AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 32, Saint-Petersbourg, le 2 avril 1913; Mihailo Vojvodić, «Razgraničenje Srbije i Crne Gore s Albanijom 1912–1913», IČ, br. 36 (1989), pp. 149–162.

apparaître ainsi comme une mission commune et légitime de toutes les grandes puissances. L'idée de prendre part à une démonstration contre un petit pays des Balkans, qui ne menaçait aucunement ses intérêts vitaux fut inacceptable pour la France, qui la qualifia de presque'insensée.³³ Elle présenta une contre-proposition, à savoir de confier le mandat à une puissance des deux blocs respectifs : l'Autriche-Hongrie (en tant que représentante de la Triple alliance) et la Grande Bretagne (qui représenterait les forces de l'Entente), avec des limites claires imposées aux mandataires. Cependant, cette proposition fut catégoriquement rejetée par Gray, arguant que «l'opinion publique britannique n'approuverait jamais que la Grande Bretagne soit l'un des exécuteurs de la volonté de toutes les grandes puissances».³⁴ A la place de la proposition française, lord Gray présenta aux ambassadeurs la proposition russe, lors d'une séance qui eut lieu le 28 mars.³⁵ Ils l'acceptèrent le 31 mars. Ce même jour, les Monténégrins entreprirent une nouvelle grande attaque sur Tarabosh, qui finit par un échec, tout comme les précédentes.³⁶

Bien que Paul Cambon ait exprimé son accord formel pendant la réunion, dans les jours qui suivirent, confrontée à la condamnation de l'opinion publique, la France hésitait à prendre part à la démonstration. La Russie lui demandait d'être son mandataire, parce qu'elle ne pouvait pas y participer, en raison des relations proches qui existaient entre la Russie tsariste et le Royaume du Monténégro. C'est en raison des liens de parenté entre la dynastie des Savoie et des Petrovic que l'Italie examinait aussi la possibilité d'être exempte.

Dans le processus de prise de décision, la France était aussi inquiète des motivations de l'Allemagne. Le 2 avril, l'ambassadeur à Berlin, Jules Cambon s'entretint avec le secrétaire d'Etat allemand, Gotlieb von Jagov. Jagov nia l'existence de toute motivation cachée,

³³ AMAE, NS, Turquie, doss. 262, MF PO 8627, N° 168, Paris, le 27 mars 1913.

³⁴ *British Documents on the Origins of the War 1898–1914 (BD), vol. IX, part II*, ed. by G.P. Gooch and H. Temperley, Published by Her Majesty's Stationery Office, London, 1934, N° 801, Foreign Office, April 3, 1913, p. 650.

³⁵ AMAE, NS, Turquie, doss. 264, N° 170–176, Londres, le 4 avril 1913.

³⁶ AMAE, NS, Turquie, doss. 262, MF PO 8627, N° 170, Paris, le 27 mars 1913.

soulignant que l'Allemagne répondait seulement à l'appel de son allié et ajoutant qu'elle saluerait la participation de la France, parce qu'il était important que les deux blocs de grandes puissances soient représentés dans l'entreprise sur un pied d'égalité.³⁷ A la différence de la politique officielle, l'opinion publique allemande condamnait cette idée. Le journal *Vossische Zeitung* rapportait, avec ironie, qu'il était «ridicule de voir les grandes puissances se manifester avec leur flotte meurtrière et puissante contre le royaume monténégrin» et que «les grandes puissances sont coupables elles-mêmes de devoir recourir maintenant aux grands moyens contre les points les plus faibles des Balkans, rien que pour assurer leur crédibilité et celle de leur politique».³⁸

La Grande Bretagne fut la plus agile à pousser la France à rejoindre les autres puissances dans la démonstration de force. Le 2 avril, par le biais d'une lettre personnelle, lord Gray s'adressa au ministre des Affaires étrangères, Stéphane Pichon, le rappelant que toutes les puissances, y compris la France, avaient conçu ensemble le projet de l'Etat albanais, suivant lequel Shkodër serait située dans les frontières de l'Albanie. Selon Gray, la démonstration de force représenterait ne serait que la mise en œuvre d'une décision déjà prise. Si la France n'y participait pas, la Grande Bretagne y renoncerait également et se retirait aussi de la conférence, parce que la poursuite des séances sans manifestation d'unité des puissances dans cette mission n'aurait pas de sens, conclut Gray.³⁹

Suite à cette intervention, le navire français Edgar-Quintet, stationné à Corfou, reçut l'ordre de lever les voiles et de suivre deux navires britanniques.⁴⁰ Dans le même temps, Pichon rendit public un communiqué indiquant que la France acceptait, avec ressentiment, de participer à la démonstration de force maritime, en qualité de mandataire de la Russie.⁴¹ Comme attendu, la participation de la France dans la crise de Shkodër ébranla sa réputation

³⁷ AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 18, Berlin, le 2 avril 1913.

³⁸ AS, Ministarstvo inostranih dela – Presbiro (1903–1918), fas. 9, januar – april 1913, pregled štampe za 1/14 april 1913.

³⁹ AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 129–130, Londres, le 3 avril 1913.

⁴⁰ AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 47–48, Paris, le 2 avril 1913.

⁴¹ AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 90, Paris, le 3 avril 1913.

en Serbie et au Monténégro. Le géographe Jean Brunhes, qui visita la Serbie en mars 1913, nota qu'en raison de cette décision la France gagna la qualification de "poltron honteux de la Russie", attribuée par certains journaux serbes.⁴²

Huit navires appartenant aux grandes puissances apparurent près du port monténégrin de Bar le 4 avril au crépuscule. Sir Cecil Buney, vice-amiral britannique, l'officier le plus haut gradé, fut choisi pour commander l'escadre. Le lendemain, les amiraux envoyèrent une missive au gouvernement monténégrin, fixant un délai de 24 heures pour interrompre le siège et le bombardement de la ville.⁴³ Le gouvernement de Cetinje exprima ses regrets face à une telle décision des grandes puissances et répondit qu'il continuait le siège.⁴⁴ La démonstration de force se transforma le 10 avril en blocus complet de la côte, depuis Bar jusqu'aux bouches de Drim.⁴⁵

Suite à l'élargissement du blocus le long de la côte monténégrine, il était clair que la démonstration de force serait plus longue que la France ne le prévoyait. En raison des pressions puissantes exercées par son opinion publique, elle souhaitait mettre fin à la crise de Shkodër dans les plus brefs délais.⁴⁶ Critique à l'encontre de son propre gouvernement, l'opinion publique française n'épargnait pas non plus le Monténégro. Par son obstination et son refus tenace de renoncer à Shkodër, le roi monténégrin Nikola réussit à retourner contre lui et son pays une grande partie de l'opinion publique française. Ainsi le journal parisien *Journal des Débats* se demandait, le 10 avril, «au nom de quoi ce petit pays, partie minuscule du peuple serbe, s'attribuait le droit d'annexer la population non-serbe». Ce journal s'alignait avec la déclaration de lord Gray selon laquelle le Monténégro menait une guerre de conquête.⁴⁷

⁴² AMAE, NS, Turquie, doss. 269, № 56–66, Salonique, le 13 mai 1913.

⁴³ AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 211–212, Antivari, le 5 avril 1913.

⁴⁴ E. Ch. Helmreich, op. cit., p. 310.

⁴⁵ Mitar Đurišić, *Prvi balkanski rat 1912–1913: operacije crnogorske vojske*, knj. 3, Istorijski institut Jugoslovenske narodne armije; Vojno štamparsko preduzeće, Beograd 1960, 343.

⁴⁶ AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 263, Paris, le 7 avril 1913.

⁴⁷ AS, Ministarstvo inostranih dela – Presburo (1903–1918), fas. 9, januar – april 1913, pregled štampe za 1/14 april 1913.

Tandis que les autres grandes puissances essayaient de trouver une sortie de crise par le biais des négociations sur l'indemnisation financière du Monténégro, la patience du sommet militaire et politique austro-hongrois était à bout. Le fait que le siège soit non seulement poursuivi mais aussi renforcé, provoquait la fureur dans les milieux autrichiens qui se rapprochaient de plus en plus de la décision d'envoyer l'armée contre le Monténégro.⁴⁸ Vienne était aussi troublée par de fausses informations sur la chute de Shkodër qui se propageaient de façon erratique. La fréquence de telles informations augmenta à partir du moment où les grandes puissances bloquèrent la côte du Monténégro.⁴⁹ En dépit de l'état de veille, l'anxiété atteignit son sommet lorsque le 23 avril arriva à Vienne la confirmation de la capitulation de Shkodër.⁵⁰

Avant l'acte de reddition formelle, Essad Pasha adressa aux représentants du corps diplomatique un bref communiqué portant sur les raisons de la capitulation. Il indiqua, entre autres, que les dépôts militaires et alimentaires n'étaient pas approvisionnés depuis le début du siège, qui durait depuis sept mois, que les conditions offertes par le Monténégro étaient dignes et qu'elles ne rabaisaient pas la réputation des soldats qui résistaient courageusement au siège pendant plusieurs mois. Il fut permis à la garnison qui comptait 20.000 personnes d'emporter les armements restants, y compris les munitions. Ils se retirèrent vers Tirana et le pouvoir monténégrin plaça Shkodër et ses environs sous son autorité le 24 avril à l'aube.⁵¹

Les grandes puissances apprirent rapidement que les communiqués d'Essad pacha et celui lu par le roi Nikola à l'Assemblée n'étaient qu'une simple farce.⁵² La raison principale de la capitu-

⁴⁸ AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 47–48, Vienne, le 23 avril 1913.

⁴⁹ AMAE, NS, Turquie, doss. 264, № 253, Corfou, le 6 avril 1913.

⁵⁰ AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 47–48, Vienne, le 23 avril 1913 „Pad Skadra“, „Skadar je pao“, „Pad Skadra u Narodnoj skupštini“, Samouprava, №84, 10/23. april 1913, pp. 1–3.

⁵¹ AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 50, Scutari d'Albanie, le 23 avril 1913.

⁵² *Dokumnti o spoljnoj politici Kraljevine Srbije (1903–1914), knj. 6, sv. 2, 1/14. april – 30. juni/13. juli 1913*, Vaso Čubrilović, Dušan Lukač, SANU, Beograd 1981, № 327, pp. 422–423.

lation était l'ambition d'Essad Pasha de devenir gouverneur d'Albanie. En tant que descendant d'une des familles musulmanes les plus renommées, il était très méfiant envers ses compatriotes de confession catholique et orthodoxe. Selon lui, une Albanie homogène du point de vue religieux et plus petite sur le plan territorial serait un pays beaucoup plus stable. Il était prêt à corriger les frontières établies en échange du soutien de la Serbie, de la Grèce et du Monténégro. Il promettait lorsqu'il gagnerait le trône. Les souverains du Monténégro, de la Serbie et de la Grèce lui promirent oralement qu'ils soutiendraient ses prétentions et le roi Nikola lui donna même une partie de l'aide reçue de la Russie.⁵³

Le jour même de la remise du pouvoir, à Londres se réunirent les ambassadeurs pour adopter de nouveau la même décision – la chute de Shkodër ne changeait pas la décision sur le sort de la ville ni le tracé établi des frontières albanaises. Les frontières du plus jeune Etat des Balkans furent tracés le 14 avril par les cartographes austro-hongrois et le comte Alexander Beckendorff. Après avoir déterminé de nouveau le tracé identique de la frontière, les ambassadeurs envoyèrent la carte, accompagnée d'un protocole assorti, au roi Nikola, l'invitant à évacuer la ville.⁵⁴ L'Autriche-Hongrie n'était pas satisfaite de cette réaction mitigée. Le comte Berchtold demandait aux ambassadeurs d'adopter des mesures plus rigoureuses. Il qualifia le comportement du Monténégro d'insultant envers les grandes puissances.⁵⁵ L'Allemagne n'avait pas de dilemme s'il fallait continuer à soutenir son allié. Dans les nouvelles instructions pour le prince Lichnowsky à Londres figurait la demande d'octroyer à l'Autriche le mandat pour l'attaque.⁵⁶

La conférence des ambassadeurs se mit d'accord sur le fait qu'il fallait élever les mesures punitives à un niveau supérieur, mais

⁵³ AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 82, Paris, le 24 avril 1913.

⁵⁴ AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 58, Paris, le 24 avril 1913; Сборник дипломатических документов, касающихся событий на Балканском полуострове (август 1912 – июль 1913), Министерство иностранных дел, Санкт Петербургъ 1914, № 106, Санкт Петербургъ, 2/15 Апрелья 1913, 77–78.

⁵⁵ AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 73, Londres, le 24 avril 1913.

⁵⁶ AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 218–219, Berlin, le 28 avril 1913.

elle insista une dernière démarche auprès du Monténégro avant l'invasion. La démarche fut remise le 27 avril.⁵⁷ Paul Cambon insistait particulièrement sur ce dernier pas en direction de la paix. Il fit clairement savoir à son collègue Beckendorff que si le gouvernement russe soutenait l'idée de la campagne terrestre, la Russie devrait «y prendre part elle-même ou les grandes puissances octroieraient leur mandat à l'Autriche-Hongrie».⁵⁸

Le Quai d'Orsay ne partageait pas la détermination de Cambon. Il hésitait entre la loyauté envers l'allié et la responsabilité envers les intérêts de l'Etat français. L'aggravation des relations entre l'Autriche-Hongrie et le Monténégro inquiétait surtout Maurice Paléologue, chef du Département politique. Il se concertait régulièrement avec Poincaré sur le déroulement de la crise et ses conséquences. Les deux étaient d'avis que la diplomatie russe avait fait preuve de contradiction, voire de déloyauté. La culmination survint suite à la chute de Shkodër, lorsque Sazonov informa Pichon qu'il «approuvait l'action militaire contre le Monténégro, mais que cette position devait rester leur secret absolu».⁵⁹

Pendant que la France et la Russie tentaient de trouver une sortie de la crise de Shkodër, elles apprirent que les forces austro-hongroises étaient prêtes à faire mouvement. Le comte Berchtold informa les grandes puissances qu'il attendrait la réponse du roi du Monténégro jusqu'au soir du 5 mai. Si la réponse n'arrivait pas, l'armée, déjà stationnée à la frontière, recevrait l'ordre de se déployer. L'Italie a immédiatement fait savoir qu'elle suivra l'Autriche-Hongrie et annonça son intention d'occuper Valone (Vlorë).⁶⁰ Le 4 mai, Sazonov adressa au gouvernement monténégrin un dernier appel à quitter Shkodër dans le plus brefs délais grande urgence, parce que ce serait l'unique manière d'éviter l'attaque de l'Autriche-Hongrie.⁶¹ Outre au gouvernement monténégrin, Sazonov envoya des télégrammes à Pichon et à lord Gray, exprimant l'espoir

⁵⁷ AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 231–232, Cettigné, le 28 avril 1913.

⁵⁸ AMAE, NS, Turquie, doss. 267, № 235–239, Londres, le 28 avril 1913.

⁵⁹ AMAE, NS, Turquie, doss. 268, № 162–163, Paris, le 4 mai 1913.

⁶⁰ AMAE, NS, Turquie, doss. 268, № 164, Paris, le 4 mai 1913.

⁶¹ AMAE, NS, Turquie, doss. 268, № 165, Paris, le 4 mai 1913.

que la France et la Grande Bretagne rejoindraient les soldats austro-hongrois et italiens. Il souligna qu'une opération terrestre n'était qu'une continuation de la démonstration de force déjà amorcée, dans laquelle les deux Etats avaient déjà consenti à participer en leur nom propre et en celui de la Russie et que cette promesse devait être tenue jusqu'au bout.⁶²

Confronté au danger d'être attaqué par au moins deux grandes puissances, le Monténégro annonça le 5 mai la remise inconditionnelle de la ville.⁶³ La décision du roi Nikola fut condamnée par son entourage. Le gouvernement de Mitar Martinovic démissionna «parce qu'il définissait la remise de Shkodër comme une trahison». Le nouveau gouvernement fut composé par Janko Vukotic, avec beaucoup de mal, parce que la majorité des députés ressentait de la honte à l'idée d'assumer une telle responsabilité devant le peuple.⁶⁴

La réunion des ambassadeurs du 5 mai porta de nouveau sur le problème de Shkodër. Lord Gray ouvrit la séance par la lecture du télégramme parvenu de Cetinje. Tous les délégués réunis saluèrent la décision de roi Nikola de se conformer à la volonté de l'Europe. Il ne restait plus, conclurent-ils, qu'à obtenir du Monténégro qu'il réalisait la promesse donnée et retirât ses troupes de Shkodër et de ses environs.⁶⁵ L'évacuation des troupes monténégrines se déroula très lentement. Selon ce qui fut convenu, les soldats monténégrins devaient évacuer les lieux avant le 7 juin et se retirer à 10 kilomètres en dehors de Shkodër et de Tarabosh, mais fin mai l'armée n'avait toujours pas entamé la retraite ou presque.⁶⁶

Les conséquences de la crise de Shkodër étaient fatales pour la situation intérieure. La perte de Shkodër représentait pour le Monténégro plus que la simple perte d'une ville fortifiée. Shkodër était la cible principale et l'axe de tous les objectifs de guerre monténégrins. La réputation du roi et de la dynastie tombèrent au niveau le plus bas depuis son accession au trône. Le roi dirigea toute sa

⁶² AMAE, NS, Turquie, doss. 268, N° 167, Paris, le 4 mai 1913.

⁶³ AMAE, NS, Turquie, doss. 268, N° 177, Londres, le 5 mai 1913.

⁶⁴ A. P. Jovičević, *op.cit.*, pp. 93–94.

⁶⁵ AMAE, NS, Turquie, doss. 295, N° 74–78, Londres, le 5 mai 1913.

⁶⁶ AMAE, NS, Turquie, doss. 270, N° 56, Scutari d'Albanie, le 26 mai 1913.

futureur contre la Russie. Il commença à mettre en œuvre une campagne antirusse, visant à chasser tout ce qui est russe, flirtant, en même temps, avec l'Autriche-Hongrie. Avec ce comportement, de base, il rendit impossible le travail de l'émissaire russe Alexander Giers, qui prit, début juin, des vacances d'une durée indéterminée. L'Institut des filles qui était sous la protection de l'impératrice russe Maria Fiodorovna, mère de l'empereur Nicolaï II, ferma ses portes.

Contrairement à sa mauvaise situation intérieure, les perspectives de politique extérieure du Monténégro étaient bonnes. C'est ce que pensait l'intellectuel et publiciste français Charles Loiseau qui s'y rendit en automne 1913. En tant qu'ami proche de la maison royale des Petrovic et de la famille renommée Vojnovic, Loiseau connaissait bien la situation au Monténégro. En résumant les guerres, Loiseau conclut que le Monténégro avait pris part trop vite à la Première guerre balkanique. Pendant la plus grande partie de la guerre, il manquait de munitions et n'avait pas de services médicaux organisés pour les blessés. Loiseau accusait pour cela le général russe Nikolaï Potapov qui était, depuis 1903, à la tête de la mission militaire russe. Selon Loiseau, la mission n'avait pas accompli son devoir, parce que «l'armée monténégrine entra en guerre mal préparée et, en tant que telle, mena mal cette guerre». Cependant, la guerre aux côtes de l'armée serbe, qui était plus organisée et plus disciplinée, contribua largement à la consolidation de l'armée monténégrine. En outre, le combat commun des armées serbe et monténégrine avait contribué à l'attisement des sentiments nationaux «de deux peuples qui partageaient la même tradition et la même langue». Loiseau conclut ses notes sur son séjour par les mots suivants :«pendant des siècles, le Monténégro ne connut d'autre protecteur que la Russie, mais pendant la guerre, il acquit un nouveau protecteur, l'Etat voisin et fraternel de Serbie».⁶⁷ C'est justement le rapprochement entre le Monténégro et la Serbie qui fut, pour Loiseau, l'acquis le plus important des guerres balkaniques. Compte tenu des positions de politique

⁶⁷ Arhiv Srpske akademija nauka i umetnosti (ASANU), Zaostavština Šarla Loazoa i Luje Vojnovića, 14427–III–202, Rapport au Département du 18 octobre 1913 sur la situation au Monténégro.

extérieure, intérieure et économique des deux pays, rien ne semblait plus logique à Loiseau que l'unification, dans un futur proche, de la Serbie et du Monténégro en un pays commun, ce qui surviendra cinq ans plus tard, mais ce pays dépassait de loin les idées et les prévisions de Loiseau.

Bibliographie

Archives des Ministère des affaires étrangères (AMAE), Nouvelle série 1896–1914(NS)

Arhiv Srpske akademija nauka i umetnosti (ASANU), Zaostavština Šarla Loazoa i Luje Vojnovića, 14427.

Arhiv Srpske akademija nauka i umetnosti (ASANU), Zaostavština Nikole Pašića, br.11611.

Dokumenti o spoljnoj politici Kraljevine Srbije (1903–1914), knj. 6, sv. 2, 1/14. april – 30. juni/13. juli 1913, Vaso Čubrilović, Dušan Lukač, SANU, Beograd 1981

Graydon A. Tunstall Jr., *Planning for war against Russia and Serbia: Austro-Hungarian and German military strategies (1871–1914)*, Social Science Monographs, Colorado 1993.

Helmreich, Ernst Christian *The diplomacy of the Balkan Wars (1912–1913)*, Harvard University Press; H. Milford, Cambridge–London 1938.

Martinović, Mitar *Ratne godine 1912–1916*, Službeni list SRJ; Slovo, Beograd–Kraljevo 1996.

Международные отношения в эпоху империализма (МО). Документы из архивов царского и временного правительства 1878–1917. Серия вторая 1900–1913, часть II (14 августа – октября 1912 г), Москва; Ленинград : Государственное социально-экономическое издательство, 1940.

Andrew Rossos, *Russia and the Balkans (1909–1914)*, An Arbor: University Microfilms, Stanford University 1971.(manuscript PhD thesis)

Pavle Popovitch, *Le Monténégro et la Question de Scutari*, Édition Atar, Genève 1918.

Сборник дипломатических документов, касающихся событий на Балканском полуострове (август 1912 – июль 1913), Министерство иностранных дел, Санкт Петербургъ 1914.

Stojić, Biljana “Saznanja velikih sila o stvaranju Balkanskog saveza”, *Istorijski časopis* (IČ), LXV (2016), pp. 385–402.

Stojić, Biljana, *Francuska i balkanski ratovi (1912–1913)*, Istorijski institut, Beograd, 2017.

Stojić, Biljana, Merlicco, Giordano, “Italy and France in the Austro-Serbian Crisis of July 1914”, in: *The First World War: Analysis and Interpretation*, Volume 2, (Eds.) Antonello Biagini, Giovanna Motta, Cambridge Scholars Publishing, 2015, pp. 285 -299.

Vujović, Dimitrije “Francuski vojni ataše, pukovnik Furnije, ooperacijama oko Skadra 1912. i 1913. godine”, *Oblasti Stare Raške krajem XIX i početkom XX veka*, P. Vlahovićm S. Gojković, Ustanova za kulturu i obrazovanje Dom revolucije, Prijepolje, 1994, pp. 267–302.

Summary

FRENCH POLICY DURING THE SHKODËR CRISIS (1912–1913)

The paper deals with France's policy towards the Shkodra crisis and the aftermath of the Balkan wars (1912–1913) on Franco-Russian relations and relations between the two blocs of great powers in the near beginning of the World War I. The problem of defining place of the Shkodra among great forces was assessed as very serious, and as such it was included on the agenda of the Ambassador Conference, which began with the London meeting on December 17, 1912. The Shkodra crisis escalated in March 1913, when the Austro-Hungarian-influenced ambassadors decided that Shkodra should belong to Albania instead to Montenegro. The situation was additionally complicated by King Nikola's refusal to obey the will of Europe, and by the Montenegrin conquest of the city, on March 26th. Being the patron of Montenegro and the Balkan Slavs, Russia could not directly intervene in solving the crisis, so she transferred its mandate to an ally, France. Under pressure coming from Russia and the United Kingdom, France accepted the mandate and sent ships to block the coast of Montenegro. However, she felt that she was forced to interfere with a local problem that did jeopardize her vital national interests and that sending ships to the Adriatic Sea violated the neutrality that she had proclaimed at the beginning of the war. Until the crisis was finally resolved in early May, the policies of France and Russia were inconsistent, leaving serious consequences for their allied relations. This paper is based on documents obtained from the Archives of the Ministry of Foreign Affairs of France, on the material of the Archives of Serbia, as well as on the relevant literature and periodicals.

Key words: Crisis of Shkodër, First Balkan War, Montenegro, France, King Nikola, Paul Cambon, Raymond Poincaré.

САЖЕТАК

**ФРАНЦУСКА ПОЛИТИКА У
СКАДАРСКОЈ КРИЗИ 1913. ГОДИНЕ**

У раду ћемо се бавити политиком Француске према Скадарској кризи и последицама балканских ратова (1912–1913) по француско-руске односе у предвечерје Првог светског рата. Проблем припадности Скадра оцењен је као врло озбиљан и као такав је био уврштен у дневни ред Амбасадорске конференције која је почела заседање у Лондону 17. децембра 1912. Скадарска криза је ескалирала у марту 1913. године када су Амбасадори под утицајем Аустроугарске донели одлуку да Скадар уместо Црној Гори припадне Албанији. Ситуација се искомпликовала одбијањем црногорског краља Николе да се повинује вољи Европе и црногорским освајањем града 26. марта. Као заштитница Црне Горе и балканских Словена Русија није могла да се директно умеша у решавање кризе те је свој мандат пренела на савезницу Француску. Под притиском Русије и Велике Британије Француска је мандат прихватила и послала бродове да блокирају обалу Црне Горе. Ипак, сматрала је да је натерана да се умеша у локални проблем који се није тичао и да је слањем бродова у Јадранско море прекршила неутралност коју је прокламовала на почетку рата. Све док криза није разрешена почетком маја политике Француске и Русије су биле у раскораку што је оставило озбиљне последице по њихове савезничке односе. Рад је заснован на документима похрањеним у Архиву Министарства спољних послова Француске у Паризу, грађи Архива Србије у Београду, као и релевантној литератури и периодици.

Кључне речи: Скадарска криза, Први балкански рат, Црна Гора, Француска, Краљ Никола, Пол Камбон, Ремон Поенкаре.
